
Ombres et lumières sur la paix

Doris Bensimon

En cette fin du XXème siècle, la marche de l'Histoire s'est emballée. La chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, la guerre du Golfe de 1990/1991, l'éclatement de l'Union soviétique ont des répercussions géopolitiques dans lesquelles s'inscrit le processus de paix au Proche-Orient amorcé lors de la conférence de paix réunie à Madrid en octobre 1991. Dans un récent ouvrage¹ nous avons analysé l'évolution et la lutte entre les peuples israélien et palestinien ainsi que leur rencontre depuis la fin des années 1980. Dans les pages qui suivent, nous essayons de mettre en perspective les avancées de ce processus et ses difficultés.

Contrairement à notre livre qui s'inscrit dans la durée historique, cet article se limite à la période marquée par les gouvernements de la gauche israélienne qui ont conduit, de juin 1992 à juin 1996, les négociations avec les Palestiniens et les Etats arabes. En quatre ans, grâce au courage de quelques dirigeants politiques et de leurs équipes, le Proche-Orient s'est orienté vers la paix. Du chemin a été parcouru, mais il est semé d'obstacles. Le processus de paix n'est pas encore la paix.

De la conférence de Madrid aux accord d'Oslo I

Le 30 octobre 1991, une conférence de paix patronnée par George Bush et Mikhaël Gorbatchev réunit à Madrid des Israéliens avec les représentants de la Jordanie, de la Syrie et du Liban. Le gouvernement israélien de droite présidé par Itzhak Shamir ayant refusé toute négociation avec l'OLP (Organisation de la Libération de la Palestine), les

Eté 1996

Palestiniens sont intégrés dans la délégation jordano-palestinienne. A l'issue de cette rencontre, des négociations bilatérales devaient être menées entre les pays belligérants ainsi qu'entre Israéliens et Palestiniens intégrés dans la délégation jordano-palestinienne. Elles devaient porter sur la solution des conflits concernant les frontières, les territoires, le droit à la terre, à l'eau, les mesures de sécurité. En même temps des négociations multilatérales, associant d'autres pays, devaient aborder des problèmes plus généraux: cinq groupes de travail étaient chargés de discuter de l'économie, de l'eau, des réfugiés, du contrôle des armements et de l'écologie.

Ces négociations traînaient. La partie palestinienne de la délégation jordano-palestinienne, conduite par Haydar Abdel Shafi, était coiffée par un "comité directeur" de sept membres de l'OLP dirigé par Fayçal Husseini qui assurait la liaison de la délégation officielle avec Yasser Arafat et la Centrale de l'OLP siégeant à Tunis. I. Shamir et la droite israélienne étaient fermement décidés à laisser s'embourber ces négociations comme d'autres dans le passé.

Lors des élections israéliennes de juin 1992, le programme des travaillistes aiguillonnés à leur gauche par le Meretz², comportait parmi ses aspects majeurs la poursuite active du processus de paix au Proche-Orient. La gauche gagne les suffrages suffisants pour la formation d'un gouvernement soutenu par une faible majorité au Parlement israélien, la Knesset. Néanmoins, le couple Itzhak Rabin, Premier ministre et Shimon Pérès, ministre des Affaires étrangères, prend rapidement des mesures accélérant les négociations avec les Palestiniens. Doublant les négociations officielles bilatérales et multilatérales qui sont maintenues, à l'abri des médias, des rencontres "sécrites" d'abord à Londres puis en Norvège débute fin 1992-début 1993. Les participants israéliens, peu à peu reconnus par S. Pérès et I. Rabin et leurs homologues palestiniens en contact constant avec Y. Arafat élaborent le projet "Gaza-Jéricho d'abord". Ils aboutissent à Oslo, le 20 août 1993, à la signature d'une "déclaration des principes". Le 9 septembre 1993, dans une lettre adressée à I. Rabin par Y. Arafat, l'OLP reconnaît le "droit de l'Etat d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité" et s'engage dans un processus de paix au Proche-Orient. En réponse, I. Rabin affirme que le gouvernement israélien a décidé de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien et de négocier avec l'OLP le processus de paix au Proche-Orient³. Le 13 septembre 1993 à Washington, Bill Clinton, élu président des Etats-Unis en novembre 1992, préside la cérémonie officielle de la signature de la "Déclaration de Principes" appelée, depuis, les accords Oslo I. La célèbre poignée de mains entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin scelle la mutuelle reconnaissance entre l'OLP et l'Etat d'Israël. Cette mutuelle reconnaissance constitue le tournant historique entre Israéliens et Palestiniens, entre Israël et ses voisins arabes.

Oslo I n'est pas un traité de paix, mais un cadre pour les négociations devant aboutir, après une période transitoire, au règlement des conflits⁴ entre Israéliens et Palestiniens. L'accord est approuvé par la Knesset le 23 septembre 1993 et le 11 octobre 1993 par le Conseil national de l'OLP.

Les accords d'Oslo I ont suscité des espoirs parmi les Israéliens et les

Palestiniens. Mais immédiatement, d'un côté comme de l'autre, ont surgi des interrogations et des oppositions.

Néanmoins, dès le 6 octobre 1993, Itzhak Rabin et Yasser Arafat se rencontrent au Caire. Ils mettent au point les structures de "travail" devant concrétiser la déclaration de principes. Le 13 octobre 1993, les négociations israélo-palestiniennes s'ouvrent à Taba. Les rencontres entre les équipes palestiniennes et israéliennes se multiplient et se banalisent. De part et d'autre, des difficultés surgissent ou resurgissent: les compromis indispensables pour la poursuite des négociations et la mise en place de l'autonomie restreinte, mais réelle de l'Autorité palestinienne sont le résultat de longues discussions. Des attentats commis par des opposants palestiniens contre des Israéliens et par des Israéliens également opposés au processus de paix contre des Palestiniens ralentissent et vont jusqu'à suspendre les négociations. Dans un premier temps, les affrontements sanglants se déroulent dans les territoires occupés par Israël. Le calendrier trop précis des accords d'Oslo I n'est pas respecté. Le 25 février 1994, Barukh Goldstein, militant de la droite ultra-nationaliste et de la droite ultra-orthodoxe assassine vingt-neuf musulmans en prière au tombeau d'Abraham à Hebron. La majorité des Israéliens condamnent cet attentat. Mais Hebron devient l'une des pierres d'achoppement des négociations israélo-palestiniennes. En réplique, des intégristes du Hamas⁵ débutent en avril 1994, à Afula, puis à Hadera, la série des attentats-suicides à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël.

Cependant, I. Rabin, S. Pérès et Y. Arafat décident la poursuite des négociations. Elles aboutissent, le 4 mai 1994, à la signature au Caire d'un nouvel accord concrétisant le projet d'autonomie de Gaza et de Jéricho. Une semaine plus tard, les premiers policiers palestiniens arrivent à Gaza et l'armée israélienne commence son retrait. Toutefois, le sud de la bande de Gaza habité par 4000 Juifs repartis entre quatorze agglomérations demeure sous le contrôle de l'armée israélienne. La protection de ces colons devient une nouvelle pomme de discorde coûtant la vie à de nombreux soldats israéliens et à des Palestiniens.

Ailleurs, la passation des pouvoirs entre Israéliens et Palestiniens se passe sans incidents majeurs. Le 1er juillet 1994, Yasser Arafat rentre, après vingt-sept ans d'exil, à Gaza où il est accueilli en libérateur. Il forme son premier gouvernement à Jéricho. Dans les jours et les semaines qui suivent, l'Autorité palestinienne fait ses premières expériences dans l'administration civile des territoires qui sont désormais les siens. Cette période est aussi celle des discours de "bon voisinage" entre les descendants d'Abraham. L'arrivée de Y. Arafat à Gaza a pour conséquence l'arrêt de l'Intifada.

La paix avec la Jordanie et Oslo II

La deuxième étape de la période transitoire débute avec l'installation de Y. Arafat à Gaza choisie par lui de préférence à Jéricho d'abord

Été 1996

prévue comme le siège de l'Autorité palestinienne. Les accords d'Oslo I avaient fixé, à partir de cette date, une période de transition d'une durée de cinq ans, et des négociations sur ce qu'on appelle encore "l'entité palestinienne". Compte tenu des retards pris lors de la mise en place de l'option "Gaza-Jéricho", cette période devrait s'achever en mai 1999.

La mutuelle reconnaissance entre Israël et l'OLP s'inscrit dans un processus de paix globale entre Israël et tous ses voisins arabes. Depuis 1948, la plupart des gouvernements israéliens ont ardemment souhaité un accord de paix avec la Jordanie. On sait aujourd'hui que les relations officielles entre le roi Hussein et des dirigeants israéliens étaient fréquentes. Les négociations bilatérales entre la Jordanie et Israël ont progressé plus rapidement que toutes les autres. Le 25 juillet 1994, c'est-à-dire quelques semaines après l'installation de Y. Arafat à Gaza, le roi Hussein et I. Rabin signent, à Washington, un premier accord mettant fin à l'état de belligérance entre leurs pays. En trois mois, Israéliens et Jordaniens trouvent des solutions pour leurs problèmes frontaliers, le partage des eaux, la répression de la délinquance et du terrorisme; ils développent des projets de coopération économique dont certains sont en cours de réalisation. Le 26 octobre 1994, Israël et la Jordanie signent dans le désert de l'Arava un traité de paix en présence de Bill Clinton qui s'efforce, personnellement lors de cette tournée au Proche-Orient, de débloquer les pourparlers beaucoup plus difficiles entre Israël et la Syrie.

En septembre 1993, la signature des accords d'Oslo I avait surpris les Jordaniens. Un an plus tard, les Palestiniens s'interrogent sur la signification du traité de paix entre Israël et la Jordanie. Certains dirigeants israéliens et parmi eux Shimon Pérès préconisent depuis longtemps "l'option jordanienne" comme solution du conflit avec les Palestiniens. Depuis Oslo I et surtout depuis la signature du traité de paix avec la Jordanie, cette option serait une confédération ou une fédération entre Israël, la Jordanie et "l'entité" ou "l'Etat" palestinien. Or les Palestiniens revendiquent la création de leur Etat, revendication qui suscite des craintes du côté jordanien comme parmi les Israéliens dont certains, cependant, admettent aujourd'hui l'éventualité.

En tout cas, la signature du traité entre Israël et la Jordanie constitue une étape importante dans la marche vers la paix. Avec l'Egypte, très impliquée dans le processus de paix globale au Proche-Orient depuis la fin de la guerre du Golfe, la Jordanie joue un rôle de plus en plus important dans le règlement du conflit proche-oriental. Y. Arafat comprend rapidement ce nouvel enjeu. Le 26 janvier 1995, il est reçu officiellement à Amman où il signe la réconciliation entre Palestiniens et Jordaniens.

Ces avancées sont contestées avec violence par les opposants au processus de paix. Du côté israélien, la droite dite traditionnelle du Likoud accepte la paix avec la Jordanie, mais critique vivement les autres aspects du processus de paix votés par une trop faible majorité à la Knesset souvent seulement grâce aux députés arabes israéliens. Des colons s'insurgent contre la seule idée de l'abandon de la Cisjordanie: ils manifestent et s'engagent dans l'extension de leurs agglomérations. La société israélienne se divise sur le processus de paix en cours. Ce conflit

s'envenime en 1994/1995.

Dans la lettre adressée le 9 septembre 1993 à I. Rabin, Y. Arafat a renoncé au terrorisme et à tout acte de violence. Or, dans la réalisation de cette promesse, Y. Arafat doit faire face aux fractions de l'OLP stationnées à Damas opposées à la signature d'Oslo I ainsi qu'aux islamistes du Hamas et du Djihad islamique encore plus extrémistes. Solidement implanté à Gaza et en Cisjordanie, le Hamas par ses réseaux d'activités sociales, éducatives et religieuses, constitue une force d'opposition réelle au Fatah de Y. Arafat. Des fondamentalistes musulmans promettent le paradis aux kamikazes formés par ces mouvements. Aussi, au nom de Dieu, ils commettent des attentats-suicides. Le 19 octobre 1994, un militant du groupe Ezzeddine-al-Kassam fait sauter un autobus au centre de Tel Aviv; le 22 janvier 1995 un nouvel attentat-suicide est commis à Beth Lid, près de Netanya sur la côte méditerranéenne. Ces deux attentats retardent sérieusement les négociations relatives à l'autonomie de la Cisjordanie et aux élections au Conseil de l'Autorité palestinienne. Israël reproche à Y. Arafat de ne pas tenir ses engagements relatifs à l'arrêt du terrorisme. I. Rabin demande un "plan de séparation" devant isoler physiquement les Israéliens des Palestiniens. Chaque attentat entraine le "bouclage" plus ou moins prolongé des territoires.

Mais Rabin, Pérès et Arafat sont fermement décidés à ne pas céder aux menaces contre la poursuite du processus de paix. Les négociations reprennent; elles s'accroissent à partir de mai 1995. Elles ont pour objectif l'extension de l'autonomie palestinienne à la Cisjordanie ainsi que le retrait progressif de l'armée israélienne des territoires devant permettre l'élection du Conseil de l'Autonomie palestinienne et de son président. Ces négociations sont particulièrement ardues: tous les conflits anciens et nouveaux sont mis sur la table. Mais contrairement au passé, Israéliens et Palestiniens débattent. Les deux parties sont conscientes du fait que cette nouvelle étape "transitoire" pèsera lourdement sur l'avenir de leurs peuples respectifs. Les Israéliens sont préoccupés par leur sécurité après le retrait de leur armée de la Cisjordanie qui dessinera, peu ou prou, les frontières entre l'Etat d'Israël et l'entité palestinienne, affirmant sa vocation à devenir l'Etat de Palestine ayant Jérusalem comme capitale. Or, le statut définitif de cette ville ne devrait être discuté qu'à l'étape suivante. Dans l'immédiat, les discussions échouent sur le partage des eaux et surtout sur le retrait de l'armée israélienne de Hebron où 450 Juifs ultra-orthodoxes habitent parmi 120.000 Palestiniens.

Du côté israélien, ces discussions se déroulent dans un contexte particulièrement tendu. Les colons forment un mouvement d'opposition, *Zo Artzenou* (c'est notre pays) qui multiplie les manifestations antigouvernementales et essaie de créer des colonies "sauvages". De plus, des négociations sont en cours avec la Syrie qui exige le retrait israélien du Golan.

Deux attentats-suicides, le premier commis le 24 juillet à Ramat-Gan, le second à Jérusalem le 21 août 1995 renforcent les craintes des Israéliens. En Cisjordanie, des Israéliens tuent plusieurs Palestiniens. Face

Eté 1996

au terrorisme, condamné par les autorités israéliennes et palestiniennes, les forces de l'ordre israéliennes et palestiniennes coopèrent: ensemble elles ont évité d'autres attentats. Mais les Palestiniens n'apprécient guère cette collaboration et ses "méthodes" dénoncées par les mouvements israéliens et palestiniens luttant pour le respect des droits de l'homme.

Néanmoins les négociations aboutissent le 24 septembre 1995 à Taba, à la conclusion d'un accord signé avec solennité à Washington par I. Rabin et Y. Arafat. Hosni Moubarak et le roi Hussein ainsi que des délégations arabes et européennes étaient les témoins de la naissance d'Oslo II. Contesté par des fractions des populations israélienne et palestinienne, Oslo II confirme l'étroite coopération entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne désormais objectivement liés face aux opposants au processus de paix, israéliens et palestiniens ennemis, mais tout aussi objectivement liés.

Les clauses principales des accords Oslo II concernent:

— l'élection du Conseil palestinien et ses pouvoirs;

— le retrait de l'armée israélienne de la Cisjordanie répartie en trois zones (A et B: principales villes et 460 villages), c'est-à-dire les parties les plus peuplées par les Palestiniens; zone C: les autres territoires. En zone A et B, l'administration civile est confiée à l'Autorité palestinienne, La police palestinienne y assurera l'ordre public, mais Israël conserve la responsabilité globale de la sécurité et notamment la protection des Israéliens habitant la zone B;

— la création d'une police palestinienne renforcée;

— une série de mesures destinées à favoriser la coopération et à développer la confiance entre Israéliens et Palestiniens dont la libération des prisonniers détenus par Israël;

— l'engagement de l'OLP à convoquer dans les deux mois suivant l'entrée en fonction du Conseil de l'Autorité palestinienne, le Conseil national palestinien appelé à modifier les paragraphes de la Charte palestinienne ⁶ appelant à la destruction de l'Etat d'Israël.

L'accord Oslo II a été approuvé par la Knesset et par le Conseil national de l'OLP. Le 24 octobre 1995, l'armée israélienne évacue Djenine. Des prisonniers palestiniens sont libérés, mais le président de l'Etat d'Israël, Ezer Weizmann, oppose son veto à la libération de cinq femmes impliquées dans le meurtre de plusieurs Israéliens.

De l'assassinat d'Itzhak Rabin à la conférence de Sharm-el-Sheikh

Le 4 novembre 1995 à Tel Aviv, Itzhak Rabin est assassiné à l'issue d'une manifestation pour la paix rassemblant des dizaines de milliers d'Israéliens. Au nom de Dieu, Igal Amir, ultra-nationaliste élevé dans des milieux religieux, voulait tuer le processus de paix. Ce meurtre a traumatisé les Israéliens découvrant leurs extrémistes, leurs intégristes, cherchant des responsables dans leurs services de sécurité.

Itzhak Rabin et Shimon Pérès formaient un couple exceptionnel. Mettant en sourdine leurs rivalités politiques, ils se sont repartis les rôles dans la construction de la paix. Rabin, l'ancien chef de guerre, rassurait, malgré les difficultés rencontrées, le peuple israélien par sa fermeté; Pérès, rêvant d'un Proche-Orient en paix, était l'infatigable moteur et le fin politicien de la marche vers la paix. Premier ministre depuis le 23 novembre 1995, Shimon Pérès doit faire face, seul, aux défis de la paix.

Après sa mort, I. Rabin est devenu, pour le peuple israélien, le héros de la paix. La poursuite de la paix devient un héritage qu'il faut conserver. Aussi, malgré les critiques de la droite qui s'efforce cependant, dans un premier temps, de modérer ses violences verbales, trois des principales clauses de l'accord Oslo II sont réalisées dans les délais prévus: l'armée israélienne s'est retirée de cinq grandes villes (Djenine, Kalkilya, Naplouse, Tulkarem, Bethlehem et Ramallah) et des localités de la zone B; la police palestinienne a été renforcée: fin janvier 1996, elle comptait 25.000 hommes. Fixées au 20 janvier 1996, les élections du Conseil de l'Autorité palestinienne sous le contrôle d'observateurs internationaux ont été précédées par une brève campagne électorale pendant laquelle Y. Arafat et le Hamas ont discuté d'une éventuelle transformation de celui-ci en parti politique. Mais finalement, le Hamas et le Djihad islamique ont appelé au boycott des élections. Cependant, plus de 80% des Palestiniens sont allés aux urnes. Elu Président du Couseil avec 88% des suffrages exprimés, Yasser Arafat a confirmé son statut de principal dirigeant palestinien. Sur les 88 élus, 65 appartiennent au Fatah ou sont des sympathisants de cette principale formation de l'OLP, 12 sont des indépendants critiquant certains aspects du processus de paix, 7 des islamistes et 3 des progressistes⁷. Fin janvier 1996, le processus de paix semblait avoir fait des progrès.

Toutefois, face aux nouveaux enjeux des négociations avec la Syrie qui devaient commencer début mai 1996, et surtout face aux graves problèmes en suspens (Jérusalem, les frontières, le retour des réfugiés, l'avenir des agglomérations juives en Cisjordanie, le statut définitif de l'entité palestinienne), le gouvernement israélien a estimé que sa majorité à la Knesset était trop étroite. Aussi a-t-il proposé d'avancer les élections législatives qui étaient prévues en novembre 1996. La Knesset a entériné cette proposition le 12 février 1996. La date des élections législatives, et selon la réforme électorale décidée il y a quatre ans, du Premier ministre, est fixée au 29 mai 1996. Ce choix était raisonnable. Il devait permettre aux nouveaux élus d'engager Israël avec plus d'assurance dans le processus de paix. En février, les sondages donnaient toutes les chances à S. Pérès pour l'élection au poste de Premier ministre. La campagne électorale amorcée en réalité dès l'été 1995, s'annonçait passionnelle comme toutes les campagnes électorales israéliennes. Dès les premières semaines, l'avenir de Jérusalem était au cœur des conflits entre la droite et la gauche.

Mais les services secrets israéliens voulaient se dédouaner des accusations dont ils étaient l'objet depuis le meurtre d'I. Rabin. Depuis des mois, ils pistaient Yehia Ayache, l'ingénieur palestinien responsable

de nombreux attentats commis en Israël. Le 5 janvier 1996 il est assassiné à Gaza en décrochant son téléphone. Pour les Israéliens, Yehia Ayache était l'ennemi n°1, pour les Palestiniens un symbole de la résistance palestinienne. Y. Arafat présente ses condoléances. Immédiatement, le Hamas et le Djihad islamique promettent de venger sa mort: ces mouvements ne manquent pas de kamikazes disponibles pour cette opération. A l'issue de la période de deuil et surtout du Ramadan, ils passent à l'action. Entre le dimanche 25 février et le lundi 4 mars 1996, ils commettent à Ashkelon, Jérusalem puis à Tel Aviv cinq attentats-suicides: 60 personnes sont tuées et 250 blessées. La ferme volonté d'assassiner le processus de paix est évidente.

Les Israéliens sont en deuil: habitués à la guerre qui d'ailleurs fait rage à la frontière libanaise avec le Hezbollah, autre mouvement intégriste soutenu par l'Iran et toléré par Damas, ils s'interrogent sur la possibilité de combattre des jeunes fauquats auxquels des imams promettent le paradis. Juifs et musulmans peuvent tuer au nom de Dieu.

Shimon Pérès déclare la guerre totale au Hamas; il somme Y. Arafat de poursuivre les hommes et les organisations réfugiés dans les territoires sous son autorité. La police palestinienne passe à l'action coopérant avec les forces israéliennes. En quinze jours, des centaines de personnes sont arrêtées: elles peuplent, selon le cas, les prisons palestiniennes ou israéliennes. Les Israéliens — et parmi eux les plus pacifistes — réclament la "séparation" des deux peuples. Dans l'immédiat, le "bouclage" des territoires palestiniens est décidé et devient effectif. Or, Y. Arafat ne peut accepter cette mesure qui détériore gravement la situation économique des Palestiniens.

Dans ce contexte détestable, le Conseil élu de l'Autorité palestinienne se réunit pour la première fois le 7 mars 1996 à Gaza. Y. Arafat lance un appel à la communauté internationale pour la réunion d'une conférence contre le terrorisme. Cette idée avait été suggérée quelques jours auparavant par Bill Clinton.

Une semaine plus tard, le 13 mars 1996, invitée puis présidée par le *Rais*, Hosni Moubarak, se réunit à Sharm-el-Sheikh cette conférence internationale. Une trentaine de chefs d'Etat ou leurs représentants y participent. Parmi eux, les rois de Jordanie et du Maroc, des délégations tunisienne, algérienne, saoudienne, des Emirats du Golfe et le président de la Turquie. Mais la Syrie qui pourtant négocie avec Israël, et le Liban ont refusé l'invitation. L'Iran, la Libye, le Soudan considérés comme des pays soutenant le terrorisme n'ont pas été invités. La déclaration finale de cette conférence confirme avec force son soutien au processus de paix au Proche-Orient dont la réussite est considérée comme un facteur essentiel pour la stabilité de notre planète. Les participants musulmans à cette conférence dénoncent l'intégrisme islamiste considéré par les rois Hussein de Jordanie et Hassan du Maroc comme une déviance de l'Islam. D'ailleurs, tous les pays représentés, des Etats-Unis au Golfe persique et au Japon en passant par l'Europe connaissent d'une manière ou d'une autre, les menaces des intégrismes religieux. Sur l'échiquier géopolitique, la paix entre Israéliens et Palestiniens, entre Israël et tous ses voisins est perçue comme un facteur important pouvant au moins limiter les

affrontements qui s'annoncent à l'aube du XXIème siècle.

La communauté internationale et le processus de paix

Depuis l'affaiblissement puis l'éclatement de l'Union Soviétique, les Etats-Unis jouent un rôle politique majeur partout dans le monde et plus particulièrement au Proche-Orient. Succédant à George Bush, initiateur de la Conférence de Madrid en 1991, Bill Clinton s'est personnellement engagé dans ce processus qu'il s'agisse des signatures des accords Oslo I et II, de la paix jordano-israélienne ou encore des négociations israélo-syriennes en cours. La Russie, remplaçant l'URSS joue un rôle plus effacé de témoin: pourtant à Sharm-el-Sheikh, Boris Eltsine était présent. Le Maroc, l'Egypte, depuis 1994 la Jordanie et d'autres pays arabes sont aujourd'hui des intermédiaires de plus en plus importants dans les pourparlers qui se poursuivent. L'Union Européenne joue un rôle mineur dans le processus politique, même si la plupart des représentants qui la composent entretiennent des relations permanentes avec les Israéliens et les Palestiniens. Par contre l'Union européenne est très présente dans le volet économique du processus de paix.

Si des considérations politiques ont joué un rôle moteur dans l'amorce du processus de paix, l'espoir d'un avenir économique florissant en a été la principale motivation. Au rêve de Shimon Pérès⁵ répondaient les projets d'Abou Ala et de ses collaborateurs dès les négociations préparatoires de 1993 en Norvège.

Israël connaît déjà certains avantages économiques de l'accalmie du conflit. Il a noué ou renoué des relations économiques avec les principaux pays d'Extrême-Orient dont la Chine et l'Inde, avec les nouvelles républiques de l'ex-Union soviétique, avec des Etats d'Afrique noire et surtout avec plusieurs pays arabes. Le boycott d'Israël n'est pas encore officiellement levé par la Ligne arabe, mais ses effets sont moins sensibles que par le passé. Des projets économiques jordano-israéliens sont en cours de réalisation. Le Maroc, Oman, le Qatar et finalement la Tunisie ont ouvert des missions à Tel Aviv chargées du développement des relations économiques. A Casablanca en novembre 1994 et à Amman en octobre 1995, des conférences internationales ont réuni Israéliens et Palestiniens avec de nombreux investisseurs susceptibles de favoriser le développement économique du Proche-Orient. Mais leurs projets ne se réaliseront qu'au fur et à mesure des progrès du processus de paix assurant la stabilité politique nécessaire au développement économique.

Cependant, la situation économique des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie demeure critique. Dans une large mesure, ce développement dépend toujours d'Israël. Le nombre de Palestiniens travaillant en Israël a fortement diminué. Mais surtout le bouclage des régions devenues autonomes, à la suite de chaque attentat comme "mesure de sécurité" pendant les fêtes religieuses ou nationales, est ressenti par les Palestiniens

Eté 1996

comme une punition collective qui accroît la pauvreté. Or la misère fait le jeu du Hamas.

Dès la signature des accords Oslo I, quarante-cinq pays se sont engagés dans l'attribution de 2,4 milliards de dollars pour le développement de Gaza et de la Cisjordanie. Cette somme est répartie en tranches annuelles. Son attribution est gérée par une bureaucratie: l'Autorité palestinienne se plaint constamment du manque de contacts directs avec les pays donateurs. De plus, Américains et Européens se livrent à des conflits d'influence. Pourtant, l'Union Européenne constitue le principal groupe des donateurs⁹. A Sharm-el-Sheikh, l'absolue nécessité du soutien du développement économique des Palestiniens a été défendue par plusieurs pays dont la France. La misère est mauvaise conseillère: elle ne peut qu'aggraver les tensions entre Israéliens et Palestiniens. Certes, Israël soutient des efforts de développement dans les territoires devenus autonomes. Plusieurs projets dont la création de parcs industriels sont en cours de réalisation. Mais sur le plan économique comme sur celui de la politique, la Palestine aspire à l'indépendance.

Les relations entre les peuples israélien et palestinien

Lassés par des conflits sanglants, Israéliens et Palestiniens ont amorcé un processus de paix. Les premiers espéraient vivre enfin sans ennemis et en sécurité. Les seconds aspiraient dans l'immédiat à la libération d'une occupation et à l'amélioration de leur situation économique. En ce mois de mars 1996, les uns et les autres sont déçus: au cœur d'Israël, des innocents sont assassinés, une fraction trop importante des Palestiniens vit toujours dans la misère. Le processus de paix est fragile. Sa poursuite demande beaucoup de courage, mais son abandon ne peut que faire couler le sang.

Depuis 1993, le processus de paix est en cours grâce à l'énergie des principaux dirigeants politiques israéliens et palestiniens et au soutien de plusieurs Etats arabes et occidentaux. Mais le processus de paix n'est pas la paix. La vraie paix ne naîtra que de la volonté des peuples concernés. La haine qui les oppose depuis un siècle doit céder la place à une mutuelle compréhension, à une mutuelle reconnaissance s'incarnant non dans la séparation mais dans la coopération entre tous les peuples du Proche-Orient. Peut-être l'heure de cette réconciliation n'est pas encore venue. Les blessures sont encore trop vives. Cette vraie paix ne peut se construire que par l'effacement des stéréotypes négatifs qui opposent les uns aux autres. La vraie paix, c'est la connaissance et la reconnaissance de l'Autre. Ce processus prendra du temps, peut-être beaucoup de temps. Mais il n'est pas interdit de l'amorcer dès maintenant par le dialogue, l'éducation et des coopérations ponctuelles dans tous les domaines de la vie quotidienne. La vraie paix est encore une espérance... à nous de la faire progresser.

Doris Bensimon, sociologue, est professeur honoraire de l'Université de Caen et de l'Institut national des civilisations orientales.

-
- ¹ Bensimon (Doris), *Israéliens et Palestiniens. La longue marche vers la paix*, Paris, L'Harmattan (Col. Les Cahiers de Confluences), 1995, 267 p.
 - ² Meretz: parti de la gauche sioniste et laïque formé en 1992, principalement par le Mapam (parti socialiste-sioniste) et le Ratz (parti des droits civiques). Ces deux partis ont préconisé depuis de nombreuses années, un règlement pacifique du conflit israélo-arabe.
 - ³ Bensimon (Doris), op. cit., pp. 243-244.
 - ⁴ Cf. en traduction française, "Déclaration de principes sur les arrangements intermédiaires d'autonomie. 13 septembre 1993" in Pérès (Shimon), *Combat pour la paix*, mémoires, Paris, Fayard, 1995, pp. 428-440.
 - ⁵ Hamas: mouvement islamiste palestinien fondé en décembre 1987. A l'origine, proche des Frères musulmans égyptiens. Les brigades Ezzedin-el-Kassam en sont le bras armé.
 - ⁶ Source: traduction en français de l'accord de Taba in *Revue d'Etudes palestiniennes* n°6, hiver 1996, pp. 41-58.
 - ⁷ Diekhoff (Alain), "Israéliens et Palestiniens après les élections palestiniennes" in *Cahiers Bernard Lazare* n°160, mars 1996, p. 6.
 - ⁸ Pérès (Shimon), *Le temps de la paix*, Paris, Editions Odile Jacob, 1993. 263 p.
 - ⁹ Shaath (Nabil), Sanbar (Elias), "Les besoins d'un pays à construire", in *Revue d'Etudes palestiniennes* n°6, hiver 1996, pp. 59-64; *Le Monde*, 15/3/1996, p. 3.